

Jugement N°166/19/CJ/SII/TCC  
du 14 novembre 2019

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0379

-----

Société AFRICA NEGOCE  
INDUSTRIE (ANI)  
(Mes Zakari BABA BODY, Irené  
GASSI, Alexis Armand  
DEGUENON)

C/

Société AJO SARL  
(Me Hervé SOUNKPON)

-----

OBJET

Paielement

**SECTION II**

**CHAMBRE DE JUGEMENT**

**COMPOSITION**

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public :** Mario Elonm METONOU

**Greffier :** Louis K. HOUNGBO

Débat le 08 août 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à  
l'audience publique du 14 novembre 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**Société AFRICA NEGOCE INDUSTRIE (ANI) SARL**, au capital de FCFA 10.000.000, inscrite au RCCM de Cotonou sous le numéro RB/COT/13 B 10161, dont le siège social sis à Cotonou, quartier Wlacodji Kpodji, lot n°4253 "B", immeuble Coop, tél : +229 21 31 39 38, prise en la personne de son gérant, Aymand do REGO, domicilié ès qualité audit siège ;

*Assistée de Maître Zakari BABA BODY, Irené GASSI, Alexis Armand DEGUENON, Avocats au Barreau du Bénin ;*

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE :**

**Société AJO SARL**, inscrite au RCCM de Cotonou sous le numéro RB/COT/07 B 1383, dont le siège social sis à

Cotonou, quartier Tanto-Akpakpa, 69 rue 1.427, lot n°673 "L", tél. +229 21 33 81 75 / 95 95 18 69, prise en la personne de son gérant, Jules ALOUKOU, demeurant et domicilié ès qualité au ;

*Assistée de Maître Hervé SOUNKPON, Avocat au Barreau du Bénin ;*

**Intervenante forcée :**

**Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) SA**, au capital de dix milliards (10.000.000.000) de francs CFA, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro 739-B dont le siège social est à Ganhi, Avenue William PONTY, en face de la préfecture du Littoral, 01 BP 2595, Tél : 21 31 55 07, prise en la personne de son Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualités audit siège ;

*Non comparante ;*

**D'AUTRE PART**

**LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 06 mai 2019, la Société AFRICA NEGOCE INDUSTRIE (ANI) a attiré la Société AJO SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou, pour obtenir le paiement de la somme de 75.000.000FCFA en réparation de préjudices subis ;

Suivant un autre acte du 10 juillet 2019, la Société AFRICA NEGOCE INDUSTRIE (ANI) a attiré la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) en intervention forcée dans la procédure ;

Au soutien de son action, la Société ANI expose que pour les besoins de fonctionnement de son usine de transformation de noix d'anacarde sis à Sogo, arrondissement de Tohouè commune de Sèmè-Podji, elle a sollicité de la Société AJO SARL, l'installation d'un transformateur électrique d'une puissance de quatre cents (400) Kva ;

Qu'elle a payé le devis établi à 25.000.000FCFA par celle-ci ;

Qu'en lieu et place d'un transformateur d'une puissance de quatre cents (400) Kva, la Société AJO SARL n'a installé qu'un transformateur électrique de deux cent cinquante (250) Kva assorti d'une période de garantie d'une année entière, ce à compter du mois de juin 2018 ;

Que cette inadéquation entre le transformateur posé et ses installations ont causé des dysfonctionnements à l'usine ;

Que le disjoncteur d'impact a pris feu et a endommagé aussi bien le compteur électrique de la SBEE que les cellules dudit transformateur ;

Que le gérant de la Société AJO SARL a reconnu les faits et s'est engagé à y remédier au plus tard le 17 avril 2019 ;

Qu'aucune réparation n'est intervenue et elle a dû exposer des frais exceptionnels d'achat de carburant pour faire fonctionner le groupe électrogène qui alimente l'usine en énergie électrique ;

Que la Société AJO SARL est inscrite sous le n°07-B-1383 et son siège est à Akpakpa – Tanto, carré n°4673 F ;

La Société AJO SARL résiste à ces prétentions et développe que la Société ANI SARL n'est admise à installer dans son usine qu'un transformateur électrique d'une puissance de 250Kva ;

Qu'en attendant l'accomplissement des formalités complémentaires à la SBEE, elle lui a proposé l'installation d'un transformateur électrique provisoire d'une puissance

250 correspondant à ses installations pour lui permettre de démarrer ses activités ;

Que suite à l'accord de la Société ANI, elle lui a adressé un devis de 25.000.000FCFA ;

Qu'après l'installation du transformateur et après plusieurs mois d'utilisation, celle-ci l'a informé courant mars 2019 que suite à des coupures répétées de la fourniture de l'énergie électrique par la SBEE, le disjoncteur impact a pris feu et a endommagé aussi bien le compteur électrique de la SBEE que la fusible phase III du transformateur électrique ;

Que le Société ANI continue d'utiliser le transformateur électrique ;

Que l'action de celle-ci est irrecevable en ce que l'entreprise AJO est dépourvue de personnalité juridique ;

Que seul Jules ALOUKOU exerçant le commerce sous l'Enseigne individuelle AJO est en relation avec la Société ANI SARL ;

Que le défaut relevé par celle-ci étant apparent, sa dénonciation devrait être faite au plus tard en juillet 2018 soit un mois à compter de la livraison qui a eu lieu en juin 2018 ;

Que la panne constatée ne résulte pas d'une différence de puissance entre le transformateur installé et celui commandé par la Société ANI SARL ;

Que le montant de la demande formulée par celle-ci est fantaisiste ;

## **1- SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION**

Attendu qu'il est constant que l'entreprise AJO est inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RB/COT/07 B 1383 ;

Que cette référence de son immatriculation suffit à lui reconnaître une personnalité juridique ;

Que Jules ALOUKOU ne conteste pas être le gérant de la Société AJO SARL ;

Que les engagements qu'il a pris au nom de l'entreprise AJO sans en préciser la forme juridique, sont pour le compte de la Société AJO SARL ;

Que celle-ci disposant de la personnalité juridique, peut être atraite en justice ;

Qu'il y a lieu de recevoir, la Société ANI en son action ;

## **2- SUR LA DEMANDE DE CONDAMNATION A DES DOMMAGES-INTERETS**

Attendu qu'il est constant que la convention liant la Société AJO SARL et la Société ANI SARL porte sur un transformateur de 400Kva ;

Qu'il n'apparaît nulle part que la Société ANI SARL a été mise au courant de l'installation d'un transformateur de 250Kva en lieu et place de celui de 400Kva avant les incidents ;

Que le délai de prescription d'un mois prévu à l'article 258 de l'acte uniforme relatif au droit commercial général est inopérant en l'espèce ;

Qu'en installant un transformateur de 250Kva en lieu et place des 400Kva convenus, la Société AJO SARL a mal exécuté ses obligations et s'expose à une condamnation à des dommages-intérêts ;

Attendu que si la demande de condamnation à des dommages-intérêts est fondée en son principe, le montant de 75.000.000FCFA réclamé est exagéré ;

Qu'il y a lieu de ramener ce montant à une juste proportion soit la somme de 10.000.000FCFA et d'entrer en condamnation ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort ;

- Reçoit la Société AFRICA NEGOCE INDUSTRIE SARL en son action ;
- Condamne la Société AJO SARL à verser à la Société AFRICA NEGOCE INDUSTRIE SARL, la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;
- Condamne la Société AJO SARL aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRÉSIDENT**